

M. Pickersgill a déclaré qu'à son avis, Sydney-Nord prospérera, l'embauche augmentera et d'ici trois ans, la ville sera plus prospère qu'aujourd'hui.

Monsieur le président, cela me semble une nouvelle définition d'économie politique. On supprime 575 emplois à North-Sydney et le ministre n'a pas encore dit comment ces gens pourront trouver du travail. Il dit effectivement que tout ira mieux que jamais. Selon lui, nous entrons dans une nouvelle ère; l'âge d'or s'en vient. Nous allons nous défaire de tous ces travailleurs dont un grand nombre sont rendus à un âge qui les empêche de déménager. Le gouvernement mettra en œuvre le rapport Gordon, doctrine des libéraux lorsqu'ils sont au pouvoir, et ce sont ceux qui dirigent le pays maintenant. Leur théorie actuelle c'est de donner les billets de transport simples aux travailleurs pour qu'ils sortent d'une région.

Permettez-moi de pousser la chose un peu plus loin. On a institué un comité comprenant des représentants du National-Canadien, du ministère du Travail et de dirigeants de l'Association internationale des débardeurs. Ces derniers m'ont plus ou moins dit qu'ils n'avaient d'autre choix que de collaborer avec ce comité. Je suis sûr qu'ils feront leur possible pour aider ceux qui seront déplacés.

Au temps de la campagne électorale, l'ancien ministre du Travail, candidat libéral dans ma circonscription, disait que personne ne souffrirait; que tout irait à merveille; que personne ne subirait de dommages et qu'on prendrait soin de tous. Le ministre est disposé, je l'espère, à prendre soin de ces gens promis au chômage. Bien entendu, nous en avions parlé, mais on nous accusait alors de répandre rumeurs, etc. Des libéraux éminents dans ma région on dit que cela ne pouvait arriver, que Muir racontait des sornettes et des extravagances. Toutefois, nous constatons maintenant que le ministre a dû répandre aussi des rumeurs, dans sa déclaration officielle du 9 juillet. J'espère que le ministre prendra la parole pour annoncer qu'il ne s'agit que d'une rumeur. Mais je crains que ce ne soit la vérité.

• (7.10 p.m.)

Il faut examiner un autre point: pourquoi le transbordement se fera-t-il à partir de Port-aux-Basques?

J'espère que le ministre expliquera pourquoi ce service a été établi à cet endroit. Les mêmes travaux auraient probablement pu être effectués sur le continent. Je n'en sais rien. J'espère que le ministre expliquera pourquoi Port-aux-Basques a été choisi. Il me semble que ce n'était pas l'endroit le plus approprié du point de vue géographique

comme du point de vue économique. Je prétends que c'est à l'encontre des recommandations des dirigeants du National-Canadien que ces installations ont été aménagées à Port-aux-Basques. Il est probable que nous consacrerons des millions de dollars de plus à Port-aux-Basques que nous ne l'aurions fait si ces installations avaient été situées sur le continent.

J'aimerais maintenant que le ministre nous dise quelles sont exactement les fonctions officielles de M. Ron Kay. D'après ce que j'ai entendu dire, M. Kay est un homme capable et compétent. Il porte le titre officiel de coordonnateur de la main-d'œuvre. J'espère que le gouvernement lui donnera toute l'assistance voulue lorsqu'il s'agira de placer les hommes des trois ports dont j'ai parlé. A propos de cette nomination, le *Post* du Cap-Breton, en date du 8 décembre 1965, écrivait ce qui suit:

M. Kay interviewera les hommes susceptibles d'être touchés par les changements dans l'emploi et se tiendra bien au courant des nouveaux postes qui s'offrent par suite des améliorations apportées au service de Terre-Neuve.

Il prévoira aussi des programmes de formation à l'intention des gens qui désirent remplir les nouveaux postes et cherchera avec les organismes locaux et gouvernementaux à trouver des solutions aux problèmes résultant de ces changements.

M. Kay a, je crois, une tâche formidable en main. J'exhorte le ministre à prendre sérieusement en considération la nature de ses fonctions et les services mis à sa disposition. C'est fort bien de prononcer de beaux discours et de faire de belles déclarations, mais il s'agit ici d'une question de gagne-pain et il faudra faire plus que cela. Comme je l'ai mentionné, certains de ces hommes en sont au stade où ils ne peuvent quitter leur foyer. Tout ce qu'ils ont accumulé au cours des ans se trouve dans la région de Sydney-Nord.

Sauf erreur, on a déjà accordé un certain nombre d'entrevues au cours desquelles il a été proposé à ces travailleurs de subir une période de formation. Je présume que, pendant cette période de formation, les travailleurs toucheront \$35 ou \$40 par semaine—une réduction importante de salaire.

Puis-je proposer au ministre qu'il étudie l'opportunité d'adopter le programme qui a été mis en œuvre à l'égard des travailleurs touchés par l'accord sur l'automobile à Windsor. Un programme provisoire d'aide pour les ouvriers de l'industrie de l'automobile avait été annoncé par l'ancien ministre du Travail le 28 juin 1965. Une brochure le décrit ainsi:

Le raisonnement sur lequel repose ce programme d'aide est le suivant: puisque l'ensemble de l'économie profitera de l'accord sur l'automobile, il n'est que raisonnable que la population en général et les constructeurs d'automobiles eux-mêmes aident certains groupes d'ouvriers à résoudre leurs problèmes d'adaptation.